

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail



CADRAGE MACRO ECONOMIQUE A MOYEN TERME

Avec l'appui de l'ensemble de ses partenaires au développement, notamment



www.gcpnd.gouv.ci

Le Plan National de Développement pour la période 2012-2015 est dorénavant le document de référence sur la nouvelle stratégie. Il envisage une croissance forte, soutenable, inclusive, équitable, créatrice d'emplois et respectueuse de l'environnement. La croissance sera tirée par un accroissement substantiel de l'investissement tant public que privé (y compris de l'extérieur). Ces investissements ont été judicieusement choisis autour de moteurs de croissance tant transversaux (justice et bonne gouvernance, éducation et enseignement technique et supérieur, santé, urbanisation et habitat, environnement, salubrité, eau potable, eaux et forêt et sécurité) que verticaux (infrastructures et transport, énergie, mines et hydrocarbures, agriculture, industries et PME, TIC et recherche scientifique, commerce, artisanat et tourisme).

Les principaux objectifs se déclinent comme suit :

- réaliser un taux de croissance du PIB réel de 8,1% en 2012 ; 9% en 2013 ; et 10% en 2014 et 2015. Les investissements devraient passer de 12,5% du PIB en 2012 à 23,5% en 2015 dont les investissements publics de 5,3% du PIB en 2012 à 9% en 2015 ;
- réduire le taux de pauvreté de moitié et revenir vers le groupe de tête des pays africains qui sont les mieux placés dans l'Indice du Développement Humain du PNUD ;
- atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2015 ou s'en rapprocher de façon sensible ;
- créer un des meilleurs climats des affaires en Afrique et renforcer la compétitivité de notre économie ; et
- rejoindre le groupe de tête des pays africains en ce qui concerne la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption (Indice de la Banque Mondiale).

Le Gouvernement a réaffirmé sa volonté de poursuivre la mise en œuvre de la politique économique et financière triennale 2011-2014 appuyée par la Facilité Elargie de Crédit avec le Fonds Monétaire International.

A cet effet, il poursuivra les réformes entamées notamment au niveau (i) de la gestion des finances publiques, (ii) de la gouvernance et de la modernisation de l'administration publique, (iii) du rétablissement de l'équilibre financier du secteur électricité et la révision du prix des produits pétroliers, (iv) de l'assainissement du secteur financier et (v) de l'amélioration du climat des affaires.

D'une manière générale, le Gouvernement entend améliorer la qualité des politiques et des institutions pour garantir l'utilisation efficace des ressources, en vue de la promotion du développement durable, de la création d'emploi et de la réduction de la pauvreté. Pour y parvenir, la consolidation de la réconciliation nationale et le maintien de la sécurité sur toute l'étendue du territoire demeureront ses priorités.

Le décollage économique de la Côte d'Ivoire a commencé. A fin décembre 2011, tous les résultats au niveau macroéconomique ont été bien meilleurs que prévus et les résultats préliminaires à fin juin 2012 montrent que l'objectif de croissance de 8,1 % sera dépassé pour atteindre 8,6%.

Ainsi, le secteur secondaire confirme son dynamisme matérialisé par un indice de la production industrielle en hausse de 30,3% par rapport à 2011 et de 5,8% par rapport à 2010. Toutes les branches contribuent à ce regain, notamment : agroalimentaire (+41,2%), chimie (+98%), textile et chaussure (+81,5%), automobile mécanique (+49,9%), énergie électrique, eau (+15,7%), matériaux de construction (+76,1%) et BTP (+154,9%).

Quant au secteur tertiaire, il est également dans une bonne tendance, en témoigne la hausse des ventes de détail de 45,7% par rapport à 2011 et de 22,6% par rapport à 2010, du trafic aérien de 80% par rapport à 2011. Les efforts de réformes et de gestion des finances publiques ont permis d'atteindre en juin 2012 la conclusion du point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative PPTTE du FMI et de la Banque Mondiale, réduisant ainsi substantiellement le stock de la dette extérieure à 18% du PIB.

L'activité de tous les secteurs est en nette reprise et même pour certains au-dessus des prévisions initiales. L'indice de confiance des entreprises a dépassé les 90%. Les investissements reprennent, la rentrée universitaire vient d'avoir lieu le 24 septembre 2012 après deux années de fermeture des universités qu'il a fallu reconstruire. Les écoles sont progressivement remises en état ainsi que les hôpitaux et les bâtiments publics. La réfection des routes a aussi commencé ainsi que la construction de nouveaux axes routiers et de voies de dessertes agricoles.

Le climat des affaires s'améliore notamment avec l'adoption d'un nouveau code des investissements et l'ouverture d'un Guichet Unique de l'Investisseur. La réforme de la filière Café Cacao est pleinement mise en œuvre depuis le début de la nouvelle campagne cacaoyère en octobre 2012. L'exécution du budget de l'Etat a été meilleure que prévue au cours du premier semestre 2012 et le taux d'inflation reste modéré. La stabilité macroéconomique a été renforcée et la prévisibilité dans la gestion des ressources publiques s'est nettement améliorée. Les réformes structurelles de grandes ampleurs qui sont mises en œuvre dans le cadre des programmes soutenus par le FMI, la Banque Mondiale, la BAD, et l'Union Européenne commencent à porter leurs fruits.

Les perspectives macroéconomiques confirment la reprise de l'activité en 2012.

- La reprise économique en Côte d'Ivoire se consolide avec une prévision de croissance du PIB révisée à 8,6% en 2012, contre un objectif initial de 8,1%, après un repli de 4,7% en 2011. Cette révision à la hausse proviendrait principalement du regain d'activités dans le secteur secondaire (+14,8%, contre +11,8% initialement). La reprise bénéficie d'un rebond après la crise post-électorale, de la consolidation de la paix et de la sécurité, des avantages fiscaux accordés aux entreprises sinistrées, ainsi que de l'accélération des travaux d'investissements publics et privés (63,2% par rapport à 2011).
- L'inflation serait contenue dans la limite de la norme communautaire de 3%. L'évolution des prix, en moyenne annuelle, ressortirait à 1,1%, en liaison avec les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie notamment la suspension des droits d'entrée sur le riz pour contenir l'impact de la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires et l'amélioration des circuits de distribution pour l'approvisionnement des marchés.
- Quant aux échanges extérieurs, les importations et les exportations devraient connaître une progression en valeur, respectivement de 7% du PIB et 1,7% du PIB. Le solde des transactions courantes ressortirait excédentaire à 2,9% du PIB contre 10,2% en 2011, en rapport avec l'augmentation attendue des importations en accompagnement de la relance des investissements. Quant au compte de capital et d'opérations financières, il enregistrerait un déficit de 3,9% du PIB. Au total, le solde global de la balance des paiements serait déficitaire de 1% du PIB.

Les perspectives budgétaires pour l'ensemble de l'année seraient meilleures que prévues, grâce à un bon niveau de recouvrement des recettes fiscales et douanières qui enregistreraient une plus value de 116,0 milliards de FCFA (0,9% PIB).

L'année 2013 devrait confirmer le décollage de l'économie ivoirienne, après le rebond de 2012. Le Gouvernement compte accélérer la réhabilitation et la construction d'infrastructures socio-économiques de base et améliorer le climat des affaires pour soutenir la croissance. L'objectif est de lutter contre la pauvreté et progresser vers la réalisation des OMD dans un climat de paix consolidé.

Le Gouvernement compte poursuivre la mise en œuvre d'un ensemble cohérent de réformes structurelles entamées depuis 2011 et prendre des mesures additionnelles. L'amélioration de la gestion des finances publiques sera renforcée avec notamment la transposition et l'application des nouvelles directives de l'UEMOA. Le Gouvernement entend également poursuivre la restructuration des secteurs énergie et agricole, la réforme de l'administration publique et le renforcement du système financier pour soutenir la croissance.

En cohérence avec le PND, le Gouvernement projette une croissance économique de 9% en 2013 tirée notamment par les investissements. Sur cette base, le taux d'investissement devrait passer de 12,5% du PIB en 2012 à 16,2% du PIB en 2013. L'investissement public devrait jouer son rôle de levier de la croissance et favoriser une reprise forte de l'investissement privé. A cette fin, un Programme d'Investissements Publics (PIP) cohérent avec les objectifs du PND a été élaboré. Il prend en compte les chantiers de l'intégration régionale qui ont fait l'objet d'une table ronde des bailleurs pour son financement.

Le secteur privé qui bénéficiera de l'amélioration de l'environnement des affaires, sera un des moteurs de l'accélération de la croissance. A cet effet, le Gouvernement a adopté un nouveau code des investissements et mis en place un Guichet Unique de l'Investisseur, pour faciliter la création des entreprises.

En outre, le retour des partenaires commerciaux et les projets d'investissements d'envergure devraient également attirer l'investissement privé notamment à travers la promotion des Partenariats Publics-Privés (PPP) dont une liste prioritaire de projets éligibles a été identifiée. Il s'agit, entre autres, de l'implantation de nouvelles usines, de la construction de logements sociaux, de l'exploration et du développement dans les domaines pétrolier et aurifère et de l'accroissement de la capacité de production de l'électricité.

Le dynamisme de l'activité économique s'étendra à l'ensemble des secteurs en 2013. Ainsi :

- le secteur primaire enregistrerait un taux de croissance de 4,7% en 2013, grâce aux évolutions favorables de toutes ses composantes. Cette performance serait imputable à l'accroissement de la production minière et à la mise en œuvre de la politique de développement des filières agricoles à travers le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), pour lequel la table ronde organisée en septembre 2012 a permis de couvrir les besoins de financement.
- le secteur secondaire devrait afficher une croissance de 12,1%, bénéficiant (i) de l'amélioration de l'environnement des affaires, (ii) de l'utilisation des capacités des entreprises, (iii) du retour de la confiance des investisseurs, et (iv) de la promotion des investissements publics et privés par le renforcement du partenariat public-privé.
- le secteur tertiaire progresserait de 12,9% grâce au dynamisme de l'ensemble de ses composantes en liaison avec la performance enregistrée dans les secteurs primaire et secondaire.
- **Le taux d'inflation devrait se maintenir dans la limite de la norme communautaire de 3%.** Les politiques de développement agricole, particulièrement dans le domaine du riz et des autres vivriers, la lutte contre le racket et la réduction progressive des faux frais,

ainsi que la remise en l'état des routes de desserte agricole devraient contribuer à un meilleur approvisionnement des marchés et à la maîtrise des prix. Ainsi, l'inflation s'afficherait à 2,3%.

Les prévisions pour les années 2014 et 2015 s'inscrivent dans la poursuite de la mise en œuvre du PND 2012-2015 dans un environnement macroéconomique stable. Avec la poursuite des investissements dans les secteurs porteurs de croissance (dont les ratios en pourcentage rejoindront la moyenne de l'Afrique subsaharienne) ainsi que la bonne tenue des exportations de plus en plus diversifiées, le taux de croissance devrait atteindre environ 10% par an sur la période 2014-2015 avec un taux d'investissement de 21,8% en moyenne par an. Tous les secteurs devraient contribuer à la croissance en particulier les secteurs secondaire et tertiaire. Grâce à la continuation des politiques budgétaire et monétaire prudentes, le taux d'inflation devrait rester dans la norme communautaire de 3%. La poursuite d'une politique de gestion de la dette publique prudente continuera d'assurer la viabilité de la dette publique.

ANNEXES

TABLEAU 1: RESUME DES PRINCIPAUX AGREGATS

Version du 20 octobre 2012	2010	2 011	2012	2 013	2 014	2 015
10/20/2012 14:52				Objectif PND		
1. En valeur (milliards Francs courants)						
PIB total	11 352,2	11 360,0	12 460,0	13 885,0	15 610,0	17 550,0
Variation annuelle	4,3%	0,1%	9,7%	11,4%	12,4%	12,4%
PIB par habitant (en milliers de FCFA)	524,3	509,9	543,5	588,6	643,1	702,6
FBCF	1025,5	928,0	1 553,2	2 252,3	3 153,9	4 112,6
Taux d'investissement	9,0%	8,2%	12,5%	16,2%	20,2%	23,4%
<i>public</i>	3,1%	2,8%	5,3%	7,4%	9,3%	9,7%
<i>privé</i>	5,9%	5,4%	7,1%	8,8%	10,9%	13,7%
Solde commercial	1 392,15	2 415,2	1 219,8	1 005,0	815,9	608,3
Taux de couverture	138,1%	186,4%	129,3%	119,9%	113,8%	108,8%
2. Variations en volume (en %)						
PIB total	2,4	-4,7	8,6	9,0	10,0	10,1
- secteur primaire	0,5	4,8	0,7	4,7	5,9	4,2
- secteur secondaire	4,7	-7,4	14,8	12,1	13,5	14,3
- secteur tertiaire	2,7	-12,4	14,1	12,9	13,5	14,0
-secteur non marchand	2,0	0,5	4,0	3,2	2,6	2,8
PIB par habitant	-0,5	-7,4	5,5	6,0	6,9	7,0
FBCF	3,5	-13,7	63,2	40,8	32,7	22,8
Consommation finale	5,1	-5,1	8,1	8,0	8,0	7,7
Exportations de biens	-1,7	-4,0	7,5	10,5	7,8	7,5
Importations de biens	4,1	-31,7	45,8	18,8	13,8	13,0
3. Prix implicites						
<i>variations annuelles en %</i>						
Déflateur implicite du PIB	1,9	5,0	1,0	2,2	2,2	2,1
Déflateur conso. des ménages	1,7	4,9	1,1	2,3	2,0	2,0
IHPC (moyenne annuelle %)	1,8	4,9	1,1	2,3	2,1	2,0
Termes de l'échange des biens	-1,0	-4,0	-5,9	-0,3	0,2	0,5
4. Contributions à la croissance du PIB						
- secteur primaire	0,2	1,4	0,2	1,4	1,7	1,2
- secteur secondaire	1,0	-1,6	3,1	2,7	3,1	3,4
- secteur tertiaire	1,0	-4,6	4,7	4,5	4,9	5,3
- secteur non marchand	0,3	0,1	0,5	0,4	0,3	0,3
- Total PIB	2,4	-4,7	8,6	9,0	10,0	10,1

Version du 20 octobre 2012	2010	2 011	2012	2 013	2 014	2 015
5. Données en dollar US						
PIB nominal (milliards)	23,0	24,1	24,1	26,2	29,3	32,9
PIB par habitant	1 060,6	1 081,6	1 049,2	1 109,7	1209,1	1316,3
FBCF(milliards)	2,1	2,0	3,0	4,2	5,9	7,7
Exportations totales (milliards)	11,2	12,2	11,4	12,5	13,8	15,2
dont biens	10,2	11,1	10,4	11,4	12,6	14,1
Importations totales (milliards)	9,1	7,8	9,9	11,5	13,2	15,1
dont biens	7,4	5,9	8,0	9,5	11,1	12,9
<u>Pour Mémoire:</u>						
FCFA pour 1 dollar (moyenne annuelle)	494,4	471,4	518,0	530,4	531,9	533,8
Taux de croissance de la population	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9

Source : Ministère de l'Economie et des Finances / Direction Générale de l'Economie / Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economiques.

COMPTE RESSOURCES – EMPLOIS
TABLEAU 2.1. PIB en francs courants

Version du 20 octobre 2012	2 010	2 011	2 012	2013	2 014	2 015
10/20/2012 14:52				Objectif PND		
Secteur primaire	3 273,6	3 676,4	3 740,8	3 998,2	4 320,2	4 587,3
Agriculture vivrière, élevage	2 138,6	2 390,0	2 486,1	2 638,2	2 825,5	3 091,3
Agriculture d'exportation	739,7	883,6	861,6	901,4	962,4	967,9
Sylviculture	100,5	81,6	84,1	86,8	89,6	92,9
Extraction minière	269,7	300,0	287,4	349,3	419,5	411,0
Pêche	25,1	21,0	21,7	22,5	23,3	24,2
Secteur secondaire:	2 448,2	2 358,9	2 744,8	3 146,2	3 657,7	4 284,6
Industries agro-alimentaires	438,0	435,2	497,6	540,6	587,4	638,2
produits pétroliers	241,5	188,1	247,3	284,4	325,6	373,0
Energie (gazealec)	272,4	279,0	309,9	355,3	398,7	467,6
BTP	556,4	516,0	684,9	880,8	1 179,3	1 554,8
Autres industries	939,7	940,6	1 005,1	1 085,1	1 166,7	1 250,9
Secteur tertiaire:	4 167,1	3 809,7	4 382,2	5 065,1	5 872,3	6 826,3
Transports, communications	332,5	274,4	340,8	382,4	429,1	479,3
Télécommunications	96,2	90,7	92,9	98,9	105,3	109,0
Commerce	1 550,8	1 511,8	1 690,2	1 954,2	2 266,8	2 619,6
Services	1 219,6	1 093,1	1 291,6	1 480,1	1 703,2	1 966,6
Droits et taxes	967,9	839,7	966,8	1 149,6	1 367,9	1 651,8
PIB marchand	9 888,9	9 845,0	10 867,9	12 209,5	13 850,2	15 698,2
Services des APU	1 432,6	1 483,0	1 559,2	1 641,5	1 724,4	1 815,0
Services des APRI	30,6	32,0	32,9	34,1	35,4	36,8
PIB non marchand	1 463,2	1 515,0	1 592,1	1 675,5	1 759,8	1 851,8
PIB total	11 352,2	11 360,0	12 460,0	13 885,0	15 610,0	17 550,0
1.2. Emplois du PIB:						
FBCF:	1 025,5	928,0	1 553,2	2 252,3	3 153,9	4 112,6
ménages	165,3	156,0	184,8	245,2	331,1	438,7
sociétés	507,7	452,7	699,4	972,5	1 374,8	1 962,0
APU	350,2	316,9	666,4	1 031,9	1 445,0	1 708,7
APRI	2,3	2,4	2,6	2,7	3,0	3,2
Consommation finale	9 130,3	9 096,6	9 940,3	10 975,6	12 097,8	13 304,8
Ménages	7 490,2	7 515,1	8 319,5	9 387,5	10 341,2	11 370,8
APU	1 610,0	1 550,4	1 587,8	1 553,2	1 719,4	1 894,5
APRI	30,1	31,1	33,0	35,0	37,1	39,5
Variation de stocks	144,9	-719,9	192,8	144,9	64,6	74,9
Demande externe nette	1 051,4	2 055,3	773,7	512,1	293,7	57,7
Exportations	5 558,7	5 742,3	5 921,8	6 611,2	7 313,2	8 139,2
- Biens	5 045,0	5 211,3	5 378,1	6 043,8	6 710,7	7 502,5
- Services non facteurs	513,7	531,0	543,8	567,4	602,5	636,7
Importations	4 507,2	3 687,1	5 148,1	6 099,1	7 019,5	8 081,6
- Biens	3 652,9	2 796,1	4 158,3	5 038,8	5 894,7	6 894,2
- Services non facteurs	854,4	890,9	989,8	1 060,2	1 124,7	1 187,4

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

COMPTE RESSOURCES – EMPLOIS
TABLEAU 2.2. PIB en francs courants: variation annuelle en %.

Version du 20 octobre 2012	2 010	2 011	2 012	2013	2 014	2 015
1.1. Ressources du PIB:				Objectif PND actualisé (2)		
Secteur primaire:	4,7	12,3	1,8	6,9	8,1	6,2
Agriculture vivrière, élevage	7,7	11,8	4,0	6,1	7,1	9,4
Agriculture d'exportation	4,2	19,5	-2,5	4,6	6,8	0,6
Sylviculture	7,2	-18,8	3,0	3,2	3,2	3,7
Extraction minière	-14,5	11,2	-4,2	21,5	20,1	-2,0
Pêche	3,4	-16,1	3,1	3,6	3,6	4,1
Secteur secondaire:	5,6	-3,6	16,4	14,6	16,3	17,1
Industries agro-alimentaires	15,5	-0,7	14,4	8,6	8,7	8,6
produits pétroliers	-13,8	-22,1	31,4	15,0	14,5	14,6
Energie (gazeaulec)	2,9	2,4	11,1	14,6	12,2	17,3
BTP	28,4	-7,3	32,7	28,6	33,9	31,8
Autres industries	-2,1	0,1	6,9	8,0	7,5	7,2
Secteur tertiaire:	4,1	-8,6	15,0	15,6	15,9	16,2
Transports	2,5	-17,5	24,2	12,2	12,2	11,7
Télécommunication	-2,1	-5,7	2,3	6,5	6,5	3,5
Commerce	4,5	-2,5	11,8	15,6	16,0	15,6
Services	2,8	-10,4	18,2	14,6	15,1	15,5
Droits et taxes	6,3	-13,2	15,1	18,9	19,0	20,8
PIB marchand	4,7	-0,4	10,4	12,3	13,4	13,3
Services des APU	2,2	3,5	5,1	5,3	5,1	5,3
Services des APRI	1,7	4,5	2,7	3,5	3,8	4,0
PIB non marchand	2,2	3,5	5,1	5,2	5,0	5,2
PIB total	4,3	0,1	9,7	11,4	12,4	12,4
1.2. Emplois du PIB:						
FBCF:	5,4	-9,5	67,4	45,0	40,0	30,4
ménages	4,9	-5,6	18,5	32,7	35,0	32,5
sociétés	7,5	-10,8	54,5	39,1	41,4	42,7
APU (TOFE)	2,7	-9,5	110,3	54,8	40,0	18,2
APRI (+ communes)	6,4	3,5	5,8	6,6	7,6	7,6
Consommation finale	6,9	-0,4	9,3	10,4	10,2	10,0
Ménages	7,3	0,3	10,7	12,8	10,2	10,0
APU	5,2	-3,7	2,4	-2,2	10,7	10,2
APRI	5,2	3,5	5,9	6,1	6,3	6,2
Exportations	4,1	3,3	3,1	11,6	10,6	11,3
- Biens	4,1	3,3	3,2	12,4	11,0	11,8
- Services non facteurs	3,6	3,4	2,4	4,3	6,2	5,7
Importations	9,8	-18,2	39,6	18,5	15,1	15,1
- Biens	11,4	-23,5	48,7	21,2	17,0	17,0
- Services non facteurs	3,3	4,3	11,1	7,1	6,1	5,6

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

COMPTE RESSOURCES – EMPLOIS
TABEAU 2.3. PIB en francs courants: répartition des ressources et emplois en % de PIB

Version du 20 octobre 2012	2 010	2 011	2 012	2013	2 014	2 015
5.1. Ressources du PIB:				Objectif PND actualisé (2)		
Secteur primaire:	28,8	32,4	30,0	28,8	27,7	26,1
Agriculture vivrière, élevage	18,8	21,0	20,0	19,0	18,1	17,6
Agriculture d'exportation	6,5	7,8	6,9	6,5	6,2	5,5
Sylviculture	0,9	0,7	0,7	0,6	0,0	0,5
Extraction minière	2,4	2,6	2,3	2,5	2,7	2,3
Pêche	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Secteur secondaire:	21,6	20,8	22,0	22,7	23,4	24,4
Industries agro-alimentaires	3,9	3,8	4,0	3,9	3,8	3,6
produits pétroliers	2,1	1,7	2,0	2,0	3,5	2,1
Energie (gazeaulec)	2,4	3,5	3,5	2,6	3,5	2,7
BTP	4,9	4,5	5,5	6,3	7,6	8,9
Autres industries	8,3	8,3	8,1	7,8	7,5	7,1
Secteur tertiaire:	36,7	33,5	35,2	36,5	37,6	38,9
Transports, communications	2,9	2,4	2,7	2,8	2,7	2,7
Télécommunications	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6
Commerce	13,7	13,3	13,6	14,1	14,5	14,9
Services	10,7	9,6	10,4	10,7	10,9	11,2
Droits et taxes	8,5	7,4	7,8	8,3	8,8	9,4
PIB marchand	87,1	86,7	87,2	87,9	88,7	89,4
Services des APU	12,6	13,1	12,5	11,8	11,0	10,3
Services des APRI	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
PIB non marchand	12,9	13,3	12,8	12,1	11,3	10,6
PIB total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1.2. Emplois du PIB:						
FBCF:	9,0	8,2	12,5	16,2	20,2	23,4
ménages	1,5	1,4	1,5	1,8	2,1	2,5
sociétés	4,5	4,0	5,6	7,0	8,8	11,2
APU (TOFE)	3,1	2,8	5,3	7,4	9,3	9,7
Consommation finale	80,4	80,1	79,8	79,0	77,5	75,8
Ménages	66,0	66,2	66,8	67,6	66,2	64,8
APU	14,2	13,6	12,7	11,2	11,0	10,8
APRI	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Variation de stocks	1,3	-6,3	1,5	1,0	0,4	0,4
Demande externe nette	9,3	18,1	6,2	3,7	1,9	0,3
Exportations	49,0	50,5	47,5	47,6	46,8	46,4
- Biens	44,4	45,9	43,2	43,5	43,0	42,7
- Services non facteurs	4,5	4,7	4,4	4,1	3,9	3,6
Importations	39,7	32,5	41,3	43,9	45,0	46,0
- Biens	32,2	24,6	33,4	36,3	37,8	39,3
- Services non facteurs	7,5	7,8	7,9	7,6	7,2	6,8

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

TABLEAU 3: HYPOTHESES DU CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2012-2017

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
10/20/2012 14:54				Var 12/11	Objectif PND	
Productions (en milliers de tonnes)						
Café	94,4	32,3	122,3	278,6%	90,0	103,0 105,0
Cacao	1 301,7	1 559,4	1 392,5	-10,7%	1 402,0	1 453,0 1 418,0
Bananes	372,9	355,7	369,2	3,8%	380,3	391,7 403,4
Ananas	78,5	91,6	89,3	-2,5%	93,8	98,5 103,4
Coton graine	178,2	198,3	272,6	37,5%	286,2	300,0 315,0
Huiles de palme	384,5	394,0	390,0	-1,0%	429,0	471,9 495,5
Sucre	155,9	202,0	212,3	5,1%	213,3	222,2 222,2
Caoutchouc	231,5	238,7	240,0	0,5%	274,5	296,5 326,1
Anacarde	370,0	380,0	418,0	10,0%	480,7	496,3 512,5
Pétrole (milliers de barils)	14 562,1	12 390,5	9 623,8	-22,3%	10 680,2	14 853,0 12 401,7
<i>Barils/jour</i>	39 896,2	33 946,6	26 366,6	-22,3%	29 260,8	40 693,1 33 977,2
Gaz (millions de metre cube)	1 665,8	1 631,8	1 571,7	-3,7%	1 717,8	1 695,3 1 746,1
Or (Kg)	5 079,8	12 356,8	14 896,0	20,5%	20 109,6	22 120,6 23 226,6
Manganèse (tonnes)		49 944,0	275 494,0	451,6%	500 000,0	600 000,0 665 000,0
Produits pétroliers (Kt)	2 536,2	1 938,5	2 520,1	30,0%	2 847,7	3 189,5 3 572,2
Croissance en volume (en %)						
OFFRE						
Secteur primaire	0,5	4,8	0,7		4,7	5,9 4,2
Agri. vivrière	3,3	3,0	3,0		4,0	5,0 7,0
Agri. export	0,2	14,3	-3,5		2,6	4,7 0,0
Extraction minière	-17,6	5,9	-6,1		18,9	17,4 -4,1
Sylviculture	5,3	-22,3	2,0		1,2	1,2 1,2
Secteur secondaire	4,7	-7,4	14,8		12,1	13,5 14,3
BTP	27,2	-11,6	30,0		25,1	30,0 28,0
Agroalimentaire	13,4	-5,3	13,0		6,5	6,3 6,2
Produits pétroliers	-14,7	-23,6	30,0		13,0	12,0 12,0
Energie (eau, électricité)	1,8	2,4	10,0		12,5	10,0 15,0
Autres industries (a)	-2,5	-4,6	5,8		5,8	5,2 5,0

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
10/20/2012 14:54				Var 12/11	Objectif PND	
Secteur tertiaire	2,7	-12,4	14,1		12,9	13,5 14,0
Transport	0,8	-18,3	23,1		10,0	9,8 9,5
Télécommunications	5,5	-2,0	5,5		6,5	6,5 3,5
Commerce	2,6	-7,1	10,8		12,8	13,5 13,3
Services (b)	1,8	-14,6	17,1		11,8	12,6 13,2
Droits et taxes	4,4	-17,3	14,0		16,0	16,5 18,5
Pib non marchand	2,0	0,5	4,0		3,2	2,6 2,8
DEMANDE						
Consommation finale	5,1	-5,1	8,1		8,0	8,0 7,7
<i>Consommation des ménages</i>	5,5	-4,4	9,5		10,3	8,0 7,8
<i>Consommation publique</i>	3,3	-8,2	1,4		-4,1	8,0 7,5
Investissements	3,5	-13,7	63,2		40,8	32,7 22,8
<i>Investissements privés</i>	4,9	-13,8	41,0		33,7	32,8 32,8
<i>Investissements publics</i>	0,9	-13,7	106,2		50,3	32,7 11,0
Exportations B&S	-1,4	-3,7	7,0		9,7	7,5 7,2
Importations B&S	3,5	-26,7	37,1		16,1	12,1 11,5
Produit intérieur brut (PIB)	2,4	-4,7	8,6		9,0	10,0 10,1
Déflateur	1,9	5,0	1,0		2,2	2,2 2,1

Source: MEF/DGE/DCPE

(a): Textile-Chaussure, bois, produits chimiques, Caoutchouc naturel, matériaux de construction, automobile-Mécanique, industries diverses (papeteries, imprimerie, etc.)

(b): Banque-finance, Etude-formation, informatique, Hôtellerie-Tourisme, maintenance, immobilier, etc.